

Lancement des financements des AGR

Les premières bénéficiaires reçoivent leurs chèques



La première dame du Gabon, Mme Sylvia Bongo Ondimba, remettant son chèque à Mme Missalo Bertille.



Mme Samouana Lauit, ici avec le couple Ali et Sylvia Bongo Ondimba, a également reçu un chèque de 5 millions.



Mme Simbou Celia, l'une des bénéficiaires des aides, posant avec la ministre déléguée aux Affaires sociales Françoise Dikoumba, et le couple présidentiel.

RAD
Port-Gentil/Gabon

Ils étaient 7 regroupements à recevoir chacun ces financements d'un montant de 5 millions de nos francs des mains du président de la République, Ali Bongo Ondimba et son épouse Sylvia.

LE président de la République, Ali Bongo Ondimba, a procédé, hier, à la foire municipale Pierre-Louis Agondjo Okawe, au lancement des financements des Activités génératrices de revenus (AGR). A cette occasion, le maire de la commune de Port-Gentil, Bernard Apérano s'est dit «heureux et fier» d'accueillir celui qui, depuis son accession à la magistrature suprême, s'est résolument engagé à faire du Gabon un pays

émérgent à l'horizon 2025. Avec en toile de fond, a-t-il soutenu, l'amélioration des conditions de vie de ses concitoyens et la valorisation de la femme. Citant, en exemple, la décennie de la femme, le pacte social, la répartition des postes de responsabilité, l'égalité des chances, etc. Cette approche, a indiqué l'orateur, vise à faire de la femme un acteur majeur dans le développement du pays. «Nous nous réjouissons de ce que les femmes portgentillaises adhèrent à cette initiative», a confié Bernard Apérano, en invitant les femmes à bien générer ces financements qui sont remboursables. La ministre déléguée auprès du ministre de la Santé, Françoise Dikoumba, un tantinet historienne, est revenue sur la naissance du projet. A l'en croire, en février 2014, la première dame

transmettait au chef de l'Etat le rapport d'études de préconisation sur la stratégie d'investissement humain qui posait un diagnostic clair de la situation de la pauvreté dans notre pays et qui définissait les quatre axes d'intervention stratégiques pour y remédier. Deux mois plus tard, le président de la République organisait à Libreville, les premières assises sociales du Gabon qui ont constitué un cadre d'échanges d'expériences sur les meilleurs choix en vue de l'implémentation de la stratégie d'investissement humain du Gabon. Le président a alors engagé le gouvernement dans la lutte contre la pauvreté, la précarité et les inégalités sociales, afin de réduire le nombre de Gabonais économiquement faibles. «Si le dispositif de la Stratégie d'investissement humain du Gabon prescrit

l'expression de la solidarité nationale dans son volet 1 par lequel nous allouons des aides et prestations sociales pour aider les Gabonais économiquement faibles à subvenir à leurs besoins, c'est tout le sens du volet 2 dédié au développement des AGR», a déclaré le membre du gouvernement pour qui ce volet invite les Gabonais économiquement faibles à se regrouper en associations et/ou coopératives pour présenter des projets AGR dans les domaines clés de notre économie, tels que l'agriculture, l'élevage, la pêche, le tourisme, l'artisanat, les services, etc. A ce jour, le financement global accordé est de près de 100 millions de francs entre les provinces de l'Estuaire et de l'Ogooué-Maritime, sur un budget de plus de 2 milliards de nos francs. Elle a salué le leadership, l'engagement et la dévotion de Sylvia

Bongo Ondimba qui a conduit l'élaboration de la stratégie d'investissement humain du Gabon et dont les sages conseils continuent d'orienter sa mise en œuvre. L'oratrice a appelé au sens de responsabilité à la fois des gestionnaires du projet et de ses bénéficiaires. « Vos remboursements permettront de financer d'autres projets et susciteront l'émulation d'autres promoteurs de projets. «Votre présence ici traduit l'immense intérêt que vous ne cessez d'apporter à la problématique de l'amélioration des conditions de vie des populations les plus vulnérables de notre pays, conformément à votre projet de société "l'Avenir en confiance" dont l'axe 9 concerne la lutte contre les inégalités, la pauvreté et l'exclusion sociale», a déclaré à son tour le directeur général du FNAS, M. Ollong

Ndong pour qui la structure dont il a la charge apparaît comme un acteur majeur du pacte social, et qui a pour mission le soutien technique et financier des promoteurs des projets au statut de Gabonais économiquement faibles regroupés au sein des coopératives et associations. Depuis 2015, la phase opérationnelle de cette mission a abouti aux actions suivantes : la préparation technique aux métiers du financement des AGR avec notamment l'ouverture de 9 bureaux provinciaux, la sensibilisation des populations et la promotion de la politique gouvernementale en matière des AGR, la mise en place d'un partenariat technique et financier avec la BGD. Le projet des financements des AGR va susciter la création de 4000 emplois directs.

La Semaine de ...

L'autre devoir !

L'ACTUALITE de la semaine écoulée a été essentiellement marquée par la fin de la tournée du secrétaire général du Parti démocratique gabonais (PDG) dans l'Ogooué-Lolo et un bref séjour à Bayi-Brikolo (Aboumi) où il n'avait pas pu se rendre lorsque c'était le tour du Haut-Ogooué ; le lancement par le président de la République, Ali Bongo Ondimba, du programme "Égalité des chances" ; son bref séjour à Bujumbura (Burundi) dans le cadre d'une mission de l'Union africaine (UA) ; la poursuite de la grève dans les secteurs de la santé et de l'éducation nationale ; la rencontre entre le 1er vice-Premier ministre en charge de la Santé et des Affaires sociales, Paul Biyoghe Mba, et les responsables des centrales syndicales ; la fermeture de l'Université Omar Bongo Ondimba (UOB) dans le cadre d'un mouvement de grève initié par la mutuelle de ladite institution ; l'incendie, qui fera encore couler beaucoup d'encre et de salive, du Cabaret des artistes, par ailleurs siège du Centre des libéraux réformateurs (CLR) du général Jean-Boniface Assélé ; le séjour du chef de l'Etat à Port-Gentil ; etc. Au regard des conséquences des mouve-

ments de grève ici et là, la présente chronique aurait été le lieu d'interpeller davantage le gouvernement sur la nécessité de changer d'approche dans la manière de répondre aux préoccupations soulevées par les partenaires sociaux. Il est grand temps d'adopter un langage de vérité avec les uns et les autres. A cet effet, il y a des questions qui s'imposent et auxquelles il faut répondre sur la place publique voire dans le cadre d'un débat télévisé (Gabon Télévision, malgré tout) qui opposerait les syndicats et les représentants du gouvernement. Cela pour que l'opinion soit édifiée sur ce qui a été fait par rapport aux revendications posées par les syndicats, ce qui reste à faire, ce qui peut être fait à court terme, ce qui nécessite le temps pour être résolu et pourquoi... Il ne sert à rien d'éluder les problèmes de finances auxquels l'Etat fait face depuis plusieurs mois. Il faut solliciter l'implication de toutes les forces vives quant à la nécessité pour chacun de faire les sacrifices qui s'imposent. Tout en montrant l'exemple. C'est sans doute dans une telle logique qu'il faudra envisager la sensibilisation des partenaires sociaux en les ap-

pelant à la responsabilité et au sens du patriotisme. Ceci étant, revenons un tant soit peu à la visite du chef de l'Etat à Port-Gentil, la ville la plus touchée par la crise dans le secteur pétrolier, parce que nombre d'entreprises y sont obligées de licencier en masse aujourd'hui. Outre la visite des chantiers en cours sur place, le président Ali Bongo Ondimba a procédé à la remise des chèques à plusieurs compatriotes enregistrés par le Fonds national d'aide sociale (FNAS) comme étant "économiquement faibles". Ceux-ci sont constitués en associations. Selon l'information officielle, "ce financement solidaire de l'Etat vient soutenir des projets d'activités dans les secteurs à fort potentiel d'emplois, tels que l'agriculture, l'élevage, la pêche, le tourisme, l'artisanat, les services et la petite transformation". Sur le plan national, le FNAS sollicite la mobilisation de deux milliards de F CFA, pour ce programme appelé à "créer plus de 4000 emplois directs". En toute objectivité, il faut reconnaître que l'initiative est louable. Surtout en ces temps où le chômage bat son plein. Ce qui exige de multiplier les actions pour y faire

face. Toutefois, il faut en même temps veiller à ne pas tomber dans les erreurs du passé. Parce que notre pays a déjà connu l'expérience des soutiens de l'Etat aux micro-projets. Celle-ci n'a pas toujours été positive. Au regard des fortunes (?) connues par les Fodex, Faga, Promo-Gabon, etc. Des compatriotes bénéficiaires des aides de l'Etat pour promouvoir les micro-projets, ont détourné ces financements. Et les effets escomptés n'ont jamais été connus. D'où, la nécessité pour le gouvernement de mettre en place des mécanismes de contrôle et de sensibilisation permanente pour que ce qui est arrivé hier ne se reproduise pas. Cela permettrait aussi de contredire ceux qui commencent à y voir, à tort ou à raison, des desseins électoralistes de la part du pouvoir. Voilà l'autre devoir du gouvernement et de ceux qui soutiennent l'action politique du président Ali Bongo Ondimba.